
Association UDAF DE LA HAUTE GARONNE

57, rue Bayard

31000 TOULOUSE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

• EXPERTISE COMPTABLE

• AUDIT & CAC

• JURIDIQUE

• PATRIMOINE

• INFORMATIQUE

• PAIE

À l'Assemblée Générale de l'association UDAF DE LA HAUTE GARONNE,

• RH & SOCIAL

Opinion

• FINANCEMENT

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association UDAF DE LA HAUTE GARONNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels au paragraphe « 3.5 Informations sur le changement de règles, méthodes comptables estimations et corrections d'erreur ».

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Le rapport de gestion du Conseil d'Administration ne nous ayant pas été communiqué, comme le prévoit l'article R.612-2 du code de commerce, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les

informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Toulouse
Le 04/06/2026

Signé par Stephane Klutsch
Le 4 juin 2026



doc_50ga
tx_DPJm3boK20b3

Stéphane KLUTSCH

@ec Audit
Associé
Commissaire aux Comptes

ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

UDAF de la Haute-Garonne

Bilan des Associations et Fondations

ACTIF	Brut 2025	Amortissement 2025	Net 2025	Net 2024
Frais d'établissement (I)	0,00	0,00	0,00	0,00
Actif immobilisé				
Immobilisation incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concess ^o , brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	90 727,71	90 727,71		
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrain	160 383,00	74 385,82	85 997,18	93 497,44
Constructions	3 151 453,94	1 817 748,28	1 333 705,66	1 452 472,11
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles	300 707,31	286 194,04	14 513,27	29 421,97
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations	884,50		884,50	716,75
Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 550,00		4 550,00	4 050,00
ACTIF IMMOBILISE - TOTAL II	3 708 706,46	2 269 055,85	1 439 650,61	1 580 158,27
Actif circulant				
Stocks et en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	253 007,65	46 670,50	206 337,15	145 268,91
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	256 077,19		256 077,19	171 136,38
Charges constatées d'avance	50 195,48	0,00	50 195,48	45 824,48
Valeurs mobilières de placement	1 076,59		1 076,59	1 076,59
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	2 518 202,32		2 518 202,32	1 898 964,96
ACTIF CIRCULANT - TOTAL III	3 078 559,23	46 670,50	3 031 888,73	2 262 271,32
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	6 787 265,69	2 315 726,35	4 471 539,34	3 842 429,59



UDAF de la Haute-Garonne

Bilan des Associations et Fondations

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	51 533,52	51 533,52
Fonds propres complémentaires	330 140,73	239 124,67
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	0,00	0,00
Fonds propres complémentaires	0,00	0,00
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	84 260,52	84 260,52
Réserves pour projet de l'entité	851 649,93	858 134,39
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>751 649,93</i>	<i>758 134,39</i>
Autres réserves	0,00	0,00
Report à nouveau	475 141,98	543 451,97
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-92 782,79</i>	<i>-32 080,41</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	214 319,90	-76 815,34
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>48 126,64</i>	<i>-67 186,84</i>
Situation nette (sous total)	2 007 046,58	1 699 689,73
Fonds propres consommables	0,00	0,00
Subventions d'investissement	2 472,50	105,84
Provisions réglementées	20 956,73	19 609,78
FONDS PROPRES - TOTAL I	2 030 475,81	1 719 405,35
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0,00	0,00
Fonds dédiés	182 518,26	174 300,99
FONDS REPORTES ET DEDIES - TOTAL II	182 518,26	174 300,99
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	275 034,26	110 674,98
PROVISIONS - TOTAL III	275 034,26	110 674,98
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	979 307,46	1 071 744,39
Emprunts et dettes financières diverses	1 263,66	30 545,68
Instruments financiers à terme	0,00	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	185 121,84	95 233,45
Dettes des legs ou donations	0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales	646 340,22	554 884,22
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	169 830,83	65 632,93
Produits constatés d'avance	1 647,00	20 007,60
DETTES - TOTAL IV	1 983 511,01	1 838 048,27
Ecart de conversion Passif (V)		
Comptes en dehors du plan comptable officiel (à analyser)	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	4 471 539,34	3 842 429,59



UDAF de la Haute-Garonne

Compte de résultat des Associations et Fondations

Libellés	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	2 990,50	1 815,70
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
<i>Dont ventes des activités sociales et médico-sociales</i>		
Ventes de prestation de service	1 063 311,32	62 472,48
<i>Dont parrainages</i>		
<i>Dont ventes des activités sociales et médico-sociales</i>	9 487,92	8 272,56
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	5 569 783,49	5 036 266,19
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	4 910 256,70	4 669 170,94
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	16 002,64	21 137,29
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0,00	0,00
Utilisations des fonds dédiés	136 327,88	9 536,15
Autres produits	23 361,12	100 727,48
PRODUITS D'EXPLOITATION - TOTAL I	6 811 776,95	5 231 955,29
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 116 890,21	900 237,33
Aides financières	45 464,30	33 391,63
Impôts, taxes et versements assimilés	379 837,27	365 570,52
Salaires	3 522 253,37	2 774 878,30
Cotisations sociales	1 202 430,29	1 014 138,06
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	169 755,08	179 372,84
Dotations aux provisions	130 000,74	0,00
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	0,00	0,00
Report en fonds dédiés	7 687,08	16 065,90
Autres Charges	7 597,76	7 707,97
CHARGES D'EXPLOITATION - TOTAL II	6 581 916,10	5 291 362,55
1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	229 860,85	-59 407,26
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	4 353,58	3 535,86
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	3,36	14,34
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
PRODUITS FINANCIERS - TOTAL III	4 356,94	3 550,20



UDAF de la Haute-Garonne

Compte de résultat des Associations et Fondations

Libellés	Exercice 2025	Exercice 2024
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	18 550,94	20 198,37
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
CHARGES FINANCIERES - TOTAL IV	18 550,94	20 198,37
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-14 194,00	-16 648,17
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	215 666,85	-76 055,43
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels		1 838,15
PRODUITS EXCEPTIONNELS - TOTAL V		1 838,15
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles	1 346,95	2 598,06
CHARGES EXCEPTIONNELLES - TOTAL VI	1 346,95	2 598,06
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-1 346,95	-759,91
Participation des salariés aux résultats (VII)	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0,00	0,00
Total des produits (I+III+V)	6 816 133,89	5 237 343,64
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	6 601 813,99	5 314 158,98
EXCEDENT OU DEFICIT	214 319,90	-76 815,34
Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	48 126,64	-67 186,84
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	-91 980,60	
Bénévolat	-62 833,32	-65 274,66
TOTAL	-154 813,92	-65 274,66
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services	19 907,82	
Prestations	67 603,73	
Personnel bénévole	67 302,37	65 274,66
TOTAL	154 813,92	65 274,66



UDAF de la Haute Garonne

57 rue Bayard - 31000 TOULOUSE

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS au 31/12/2025



Table des matières

<u>1</u>	<u>Préambule</u>	<u>3</u>
<u>2</u>	<u>Présentation de l'entité</u>	<u>3</u>
<u>3</u>	<u>Règles et méthodes comptables</u>	<u>3</u>
<u>3.1</u>	<u>Informations sur les règlements comptables appliqués</u>	<u>3</u>
<u>3.2</u>	<u>Principales méthodes utilisées</u>	<u>3</u>
<u>3.2.1</u>	<u>Agrégation des comptes annuels</u>	<u>3</u>
<u>3.2.2</u>	<u>Immobilisations incorporelles et corporelles</u>	<u>4</u>
<u>3.2.3</u>	<u>Indemnités de fin de carrière</u>	<u>4</u>
<u>3.3</u>	<u>Événements postérieurs à la clôture</u>	<u>4</u>
<u>3.4</u>	<u>Faits significatifs</u>	<u>4</u>
<u>3.5</u>	<u>Informations sur le changement de règles, méthodes comptables estimations et corrections d'erreur</u>	<u>5</u>
<u>4</u>	<u>Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat</u>	<u>5</u>
<u>4.1</u>	<u>Informations relatives à l'actif</u>	<u>5</u>
<u>4.1.1</u>	<u>Détail des mouvements des immobilisations, amortissements et dépréciations</u>	<u>5</u>
<u>4.1.2</u>	<u>Informations sur les filiales et participations</u>	<u>6</u>
<u>4.1.3</u>	<u>Informations sur les valeurs du portefeuille de titres immobilisés</u>	<u>6</u>
<u>4.1.4</u>	<u>Informations sur les actifs inaliénables et donations temporaires d'usufruit</u>	<u>6</u>
<u>4.1.5</u>	<u>Justification des dépréciations de l'actif circulant</u>	<u>7</u>
<u>4.1.6</u>	<u>État des échéances des créances à la clôture</u>	<u>7</u>
<u>4.1.7</u>	<u>Valeurs mobilières de placement (VMP)</u>	<u>7</u>
<u>4.2</u>	<u>Passif</u>	<u>7</u>
<u>4.2.1</u>	<u>Informations relatives aux fonds propres</u>	<u>7</u>
<u>4.2.2</u>	<u>Informations relatives aux fonds dédiés</u>	<u>8</u>
<u>4.2.3</u>	<u>Informations sur les provisions et passifs éventuels</u>	<u>8</u>
<u>4.2.4</u>	<u>Informations sur les provisions réglementées</u>	<u>8</u>
<u>4.2.5</u>	<u>État des échéances des dettes à la clôture</u>	<u>9</u>
<u>4.2.6</u>	<u>État des dettes garanties par des sûretés réelles</u>	<u>9</u>
<u>4.2.7</u>	<u>Informations sur les comptes de régularisation passif</u>	<u>9</u>
<u>4.3</u>	<u>Informations relatives au compte de résultat</u>	<u>9</u>
<u>4.3.1</u>	<u>Ventilation des produits d'exploitation par catégorie</u>	<u>9</u>
<u>4.3.2</u>	<u>Informations sur les concours publics et les subventions</u>	<u>10</u>
<u>4.3.3</u>	<u>Informations sur le résultat effectif</u>	<u>10</u>
<u>4.3.4</u>	<u>Produits à recevoir et charges à payer</u>	<u>10</u>
<u>4.3.5</u>	<u>Informations sur les honoraires du commissaire aux comptes</u>	<u>10</u>
<u>4.3.6</u>	<u>Informations sur le résultat exceptionnel</u>	<u>10</u>
<u>4.3.7</u>	<u>Informations sur les contributions volontaires et nature et mises à disposition gratuites de biens</u>	<u>11</u>
<u>5</u>	<u>Informations relatives aux opérations et engagements envers les organes d'administration, de direction ou de surveillance</u>	<u>11</u>
<u>5.1</u>	<u>Informations sur les montants des avances, crédits, engagement de retraite et autres avantages des organes de d'adm et de direct"</u>	<u>11</u>
<u>5.2</u>	<u>Informations sur la rémunération des organes d'administration</u>	<u>11</u>
<u>5.2.1</u>	<u>Information prévue à l'art. 431-13 du règlement ANC 2018-06</u>	<u>11</u>
<u>6</u>	<u>Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan</u>	<u>11</u>
<u>6.1</u>	<u>État des engagements hors bilan</u>	<u>11</u>
<u>6.2</u>	<u>État des engagements vis-à-vis des entités liées</u>	<u>12</u>
<u>6.3</u>	<u>État des engagements de crédit-bail</u>	<u>12</u>
<u>6.4</u>	<u>Informations complémentaires sur les engagements de crédit-bail</u>	<u>12</u>
<u>6.5</u>	<u>Engagements vis-à-vis des majeurs protégés</u>	<u>12</u>
<u>7</u>	<u>Informations relatives à l'effectif</u>	<u>12</u>



1 Préambule

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025, sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan	4 471 539,34 €
- Total du compte de résultat (Charges)	6 601 813,99 €
- Total du compte de résultat (Produits)	6 816 133,89 €
- Résultat de l'exercice (Excédent)	214 319,90 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'UDAF de la Haute-Garonne.

2 Présentation de l'entité

L'UDAF 31 est une association loi 1901 qui bénéficie d'une reconnaissance légale établie par les articles L-211-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles. Les UDAF sont habilitées sur le plan départemental par la loi (art. L211-3 du CASF) à :

- Donner leur avis aux pouvoirs publics sur toutes les questions d'ordre familial, et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ;
 - Représenter officiellement l'ensemble des familles auprès des pouvoirs publics, et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils, assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la Région, le Département, la Commune ;
 - Gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir leur confier la charge ;
 - Exercer devant toutes les juridictions l'action civile pour protéger les intérêts matériels et moraux des familles.
- L'UDAF 31 est constitué de 50 associations adhérentes représentant 5033 adhérents. Elle assure plus de 156 représentations dans des instances locales et départementales.

Dans le cadre de la 3^{ème} mission qui lui est confiée par l'article L211-3 du CASF, l'UDAF 31 a pu créer différents services.

- Le service Vie Associative et Institutionnelle
- Le service Action Sociale et Familiale
 - Point Info Famille ;
 - Point Conseil Budget ;
 - Accompagnement budgétaire
 - Convention d'objectifs UNAF (Parentalité, accompagnement budgétaire et aidants familiaux)
 - Microcrédit Personnel ;
 - Informations et Soutien aux Tuteurs Familiaux.
- Le service Protection Judiciaire des Majeurs
 - Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs de la Haute-Garonne ;
 - Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs de l'Ariège ;
- Le service Protection de l'Enfance
 - Mesures Judiciaires d'Aide à la Gestion du Budget Familial de l'Ariège ;
- Le service Petite Enfance
 - Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant du Lauragais ;
 - Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant de Saint Martory ;
 - Accompagnement et conseil.



3 Règles et méthodes comptables

3.1 Informations sur les règlements comptables appliqués

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des dispositions liées au nouveau règlement comptable ANCn 2022-06.
- Indépendance des exercices.

Voici les règlements applicables pour l'élaboration des comptes annuels de votre association gestionnaire d'ESSMS :

- Règlement n°2022-06 du 04/11/2022 modifiant le règlement ANC n°2014-03 du 05/06/2014 relatif au PCG ;
 - Règlement n°2023-03 du 07/07/2023 modifiant divers règlements en coordination avec le règlement ANC n°2022-06 ;
 - Règlement n°2018-06 du 05/12/2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
 - Règlement n°2019-04 du 08/11/2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

3.2 Principales méthodes utilisées

Les principales méthodes utilisées, lorsqu'il existe un choix de méthode, sont les suivantes :

3.2.1 Agrégation des comptes annuels

L'association gère des établissements dont la gestion est contrôlée ainsi que des activités propres dont la gestion est libre.

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'entité sont éliminées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun refacturés entre établissements ou services, et des prestations réciproques.

(Procédure budgétaire annuelle, uniquement, c'est-à-dire les ESSMS hors CPOM obligatoire) Les comptes de résultat des établissements ou services soumis aux autorités de contrôle, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Le résultat comptable de l'entité résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services. Compte tenu des modalités de financement de certains établissements ou services ainsi que de leur indépendance budgétaire et administrative, les résultats de ces établissements ne sont pas économiquement compensables.

Présentation des résultats 2025 par activité :

Services :	Excédent	Insuffisance	Récapitulatif	
- Action Familiale	28 590,93		166 193,26	Gestion Propre
- ISTF Toulouse	0,00			
- ISTF Foix	0,00			
- EAJE Avignonnet	21 954,82			
- EAJE St Martory	115 647,51			
- MJPM Toulouse	75 638,42	9 678,45 17 833,33	48 126,64	Gestion Contrôlée
- MJPM Foix				
- MJAGBF Foix				
Totaux	241 831,68	27 511,78		
RESULTAT GLOBAL	214 319,90			

3.2.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires, ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle de l'actif est inférieure à la valeur nette comptable.

■ Application de la méthode par composants

La méthode de comptabilisation par composant est appliquée pour les ensembles immobiliers afin de tenir compte des spécificités et de la dépréciation de chaque élément de l'immobilisation ;

L'amortissement se calcule sur la durée d'utilisation de l'immobilisation selon la méthode Linéaire

Durée d'amortissement :	Logiciels.....	1 à 4 ans
	Constructions :	
	Structures.....	26 à 32 ans
	Huisseries.....	10 à 20 ans
	Sols.....	4 à 5 ans
	Murs.....	6 ans
	Réseau.....	10 à 15 ans
	Plafonds.....	10 ans
	Réseau.....	10 à 15 ans
	Agencement et aménagement.....	3 à 30 ans
	Matériel de transport.....	4 ans
	Matériel de bureau.....	2 à 5 ans
	Matériel informatique.....	1 à 5 ans
	Mobilier.....	1 à 10 ans

■ Frais d'acquisition

Les frais d'acquisition des immobilisations sont passés en charges (ou ont été activés).



3.2.3 Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière (IFC) ont été actualisées au 31/12/2025, notamment en matière d'âge de départ à la retraite et de la table de mortalité.

Elles sont comptabilisées en provision pour 250 K€.

La provision/l'engagement pour IFC est évalué(e) selon les hypothèses suivantes :

- Age de départ en retraite : 64 ans
- Probabilité de présence : 1
- Table de mortalité : année 2020 - 2022
- Taux de charges sociales retenu : 44,49%
- Nombre de mois d'indemnités : selon la convention collective et l'ancienneté acquise lors du départ à la retraite de chaque salarié.

L'association a souscrit auprès de l'AG2R La Mondiale pour les salariés sous CCN66 un contrat qui couvre partiellement les IFC. Elles sont couvertes à hauteur de 374 K€ sur 624 K€ d'engagement.

3.3 Événements postérieurs à la clôture

NEANT

3.4 Faits significatifs

Apport partiel d'actif :

- Périmètre :
- Pôle petite enfance
 - EAJE les Tout Petits du Lauragais
 - EAJE les Tout Petits de Saint Martory

Ce pôle réalisait jusqu'au 31 décembre 2024 les missions administratives et financières pour assurer la gestion de deux établissements d'accueil du jeune enfant à Avignonnet-Lauragais et Saint-Martory. Au 1er janvier 2025, faisant suite à une décision prise en assemblée générale du 30 juin 2025, les deux établissements font désormais partis intégrantes de l'Udaf 31 par une opération d'apport partiel d'actifs.

L'association Les Tout Petits de la Haute-Garonne transfère, à l'Udaf de la Haute-Garonne, la pleine propriété d'une branche complète et autonome d'activité, c'est-à-dire un ensemble organisé de personnes et de moyens corporels ou incorporels permettant l'exercice d'une activité économique qui poursuit un objectif propre.

Cette opération juridique, réalisée conformément aux dispositions de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire (JO du 1er août 2014), a permis de transférer les actifs et passifs spécifiques à ces structures, tout en préservant leur continuité opérationnelle. Les EAJE concernés ont été évalués à leur valeur réelle au 31 décembre 2024, et leur intégration a été comptabilisée selon les normes en vigueur

3.5 Informations sur le changement de règles, méthodes comptables estimations et corrections d'erreur

A compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, les comptes annuels de l'UDAF 31 sont établis conformément aux dispositions du règlement ANC 2022-06 du 5 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

L'application de ce règlement a conduit à adapter la présentation de certains postes du bilan et du compte de résultat ainsi que la nomenclature de certains comptes.

Ce changement constitue un **changement de méthode comptable** résultant de l'application d'un nouveau texte réglementaire.

Les informations comparatives relatives à l'exercice précédent ont été **reclassées lorsque cela a été possible afin d'assurer la comparabilité des comptes**. Dans ce cas des reclassements sont opérés, le bilan et le compte de résultat de 2024 tels qu'ils ont été arrêtés et publiés sont présentés séparément dans l'annexe des comptes de 2025.

Les principaux changements sont les suivants :

Les quotes-parts de subvention d'investissement virées au compte de résultat pour un montant de 122,04 € comptabilisé sur l'exercice 2024 en produits exceptionnels, l'ont été par un montant de 391,48 € en produits d'exploitation en 2025, sur la ligne concours publics et subventions.

En comparaison avec 2024, les transferts de charges sur 2025 sont dorénavant comptabilisés :

- Refacturations des Associations en autres produits divers ;
- Indemnités d'assurance reçues en autres produits divers ;

4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

4.1 Informations relatives à l'actif

4.1.1 Détail des mouvements des immobilisations, amortissements et dépréciations

Tableau des immobilisations - Cadre général

Situations et mouvements		A	B		C	D
		Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations		Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
			Apport partiel Actif EAJE	Acquisitions		
Rubriques						
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement					0,00
	Total I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres immobilisations incorporelles	84 604,11	6 123,60			90 727,71
	Total II	84 604,11	6 123,60	0,00	0,00	90 727,71
Immobilisations corporelles	Terrains	160 383,00				160 383,00
	Constructions	2 117 035,18				2 117 035,18
	Installations générales, agencement des constructions	1 029 379,96		5 038,80		1 034 418,76
	Installations techniques, matériels et outillage industriels					0,00
	Installations générales, aménagements divers					0,00
	Matériel de transport	6 200,00				6 200,00
	Matériel de bureau et informatique	116 138,66	8 744,11	619,58		125 502,35
	Mobilier	132 667,35	32 387,83	3 949,78		169 004,96
	Autres					0,00
	Immobilisations corporelles en cours					0,00
	Avances et acomptes					0,00
	Total III	3 561 804,15	41 131,94	9 608,16	0,00	3 612 544,25
	Immobilisations financières	Participations et créances rattachées à des participations	716,75	167,75		
Autres titres immobilisés						0,00
Prêts et autres immobilisations financières		4 550,00				4 550,00
Total IV		5 266,75	167,75	0,00	0,00	5 434,50
Total (I + II + III + IV)		3 651 675,01	47 423,29	9 608,16	0,00	3 708 706,46

L'augmentation de la valeur brute au cours de l'exercice résulte en partie de l'opération d'apport partiel d'actif, ayant conduit à l'inscription d'immobilisations supplémentaires.



Tableau des amortissements – cadre général

Situations et mouvements (b) Rubriques (a)		A	B	C	D		E	F
		Durée d'utilisation ou taux d'amortissement Indiquer, le cas échéant, la fourchette retenue	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions Reprises	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
					Apport partiel Actif EAJE	Dotations		
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement							0,00
	Total I			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres immobilisations incorporelles	de 1 à 4 ans	Linéaire	84 604,11	6 123,60			90 727,71
	Total II			84 604,11	6 123,60	0,00	0,00	90 727,71
Immobilisations corporelles	Terrains	21 ans	Linéaire	66 885,56		7 500,26		74 385,82
	Constructions	de 4 à 33 ans	Linéaire	1 019 569,64		85 795,21	2 488,46	1 102 876,39
	Installations générales, agencement des constructions	de 3 à 30 ans	Linéaire	674 373,39		40 498,50		714 871,89
	Installations techniques, matériels et outillage industriels							0,00
	Installations générales, aménagements divers							0,00
	Matériel de transport	4 ans	Linéaire	6 200,00				6 200,00
	Matériel de bureau et informatique	de 2 à 5 ans	Linéaire	91 029,88	6 125,15	21 755,10		118 910,13
	Mobilier	de 1 à 10 ans	Linéaire	128 354,16	29 665,54	3 064,11		161 083,81
	Autres							0,00
	Immobilisations corporelles en cours							0,00
	Avances et acomptes							0,00
	Total III			1 986 412,63	35 790,69	158 613,18	2 488,46	2 178 328,04
Immobilisations financières	Participations et créances rattachées à des participations							0,00
	Autres titres immobilisés							0,00
	Prêts et autres immobilisations financières							0,00
	Total IV			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total (I + II + III + IV)				2 071 016,74	41 914,29	158 613,18	2 488,46	2 269 055,75

La variation de la dotation des amortissements au cours de l'exercice résulte en partie de l'opération d'apport partiel d'actif, ayant conduit à l'inscription d'immobilisations supplémentaires.

4.1.2 Informations sur les filiales et participations

L'élaboration des présents comptes annuels ne nécessite pas d'informations relatives aux filiales et participations, l'entité n'étant pas concernée.

4.1.3 Informations sur les valeurs du portefeuille de titres immobilisés

Nature des titres	Montant à l'ouverture	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant à la clôture
- Titres B BFCC Institution	716,75			716,75
- Titres BFCC EAJE (apport partiel actif)		167,75		167,75
Total	716,75	0,00	0,00	884,50



4.1.4 Informations sur les actifs inaliénables et donations temporaires d'usufruit

L'élaboration des présents comptes annuels ne nécessite pas d'informations relatives aux actifs inaliénables et donations temporaires d'usufruit, l'entité n'étant pas concernée.

4.1.5 Justification des dépréciations de l'actif circulant

Situations et mouvements (b) Rubriques (a)	A Valeur à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations		C Diminutions	D Valeur à la clôture de l'exercice (c)
		Apport partiel Actif EAJE	Dotations	Reprises	
Créances clients, usagers et cptes rattachés	44 084,66	1 040,37	11 141,90	9 596,43	46 670,50
					0,00
Total	44 084,66	1 040,37	11 141,90	9 596,43	46 670,50

Sur 2025, les créances douteuses ont été provisionnées selon leurs origines et leurs antériorités.

La provision est de 100 % sur les créances antérieures à 2025.

Pour les Usagers, les créances de l'année 2025, sont provisionnées à hauteur de 80 % (dossiers d'Usagers décédés ou à des dessaisissements).

4.1.6 État des échéances des créances à la clôture

Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice			
Créances	Montant brut	Echéance à un an au plus	Echéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	884,50	884,50	
Autres (Cautions versées)	4 050,00	4 050,00	
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés :			
Usagers (majeurs protégés)	190 247,62	157 497,35	32 750,27
URAF, Associations ...	7 786,70	7 786,70	
Toulouse Chalet et Métropole, Nexem, DeptHG	33 349,25	33 349,25	
Familles (service Petite enfance)	21 624,08	21 624,08	
Autres :			
OPCO, UNAF, CAF, ... Pdots à recevoir	229 255,68	229 255,68	
CPAM et MUTEX	2 907,55	2 907,55	
Autres Pdots à recevoir	23 913,96	23 893,31	20,65
Charges constatées d'avances	50 195,00	50 195,00	
Total	564 214,34	498 094,17	32 770,92



4.1.7 Valeurs mobilières de placement (VMP)

Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition.

Un tableau détaille les plus et moins-values latentes par nature de VMP. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes viennent déprécier la valeur brute du placement financier.

Au 31 décembre 2025, le montant de la plus-value latente s'élève à 483 €.

Valeurs mobilières de placement				
Catégories de titres (a)	Valeur comptable	Valorisation des titres au 31/12/N	Plus value latente	Moins value latente
Actions				
Obligations				
OPCVM	1 076,59	1 559,76	483,17	0,00
Total	1 076,59	1 559,76	483,17	0,00

4.2 Passif

4.2.1 Informations relatives aux fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	Solde à l'ouverture de l'exercice	Apport Partiel Actif EAJE	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Solde à la clôture
FONDS PROPRES						
Fonds propres sans droit de reprise	290 658,19	91 016,06				381 674,25
Fonds propres avec droit de reprise						0,00
Écarts de réévaluation						0,00
Réserves	942 394,91				6 484,46	935 910,45
<i>Dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>758 134,39</i>				<i>6 484,46</i>	<i>751 649,93</i>
Report à nouveau	543 451,97	-1 301,88	-73 492,57	37 499,32	31 014,86	475 141,98
<i>Dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>-32 080,21</i>		<i>-67 186,84</i>	<i>37 499,32</i>	<i>31 014,86</i>	<i>-92 782,59</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	-76 815,34	3 322,77	73 492,57	214 319,90		214 319,90
<i>Dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>-67 186,84</i>		<i>67 186,84</i>	<i>48 126,64</i>		<i>48 126,64</i>
SITUATION NETTE (I)	1 699 689,73	93 036,95	0,00	251 819,22	37 499,32	2 007 046,58
Fonds propres consommables						0,00
Subventions d'investissement	105,84			2 758,14	391,48	2 472,50
Provisions règlementées	19 609,78			1 346,95		20 956,73
TOTAL (II)	19 715,62	0,00	0,00	4 105,09	391,48	23 429,23
TOTAL (I+II)	1 719 405,35	93 036,95	0,00	255 924,31	37 890,80	2 030 475,81

4.2.2 Informations relatives aux fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de :	A l'ouverture de l'exercice	Apport Partiel Actif EAJE	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
				Montant global	Dont remboursements		Montant Global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS	114 818,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 818,23	114 818,23
- Fds dédiés sur MNR MJPM 31	48 728,40						48 728,40	48 728,40
- Fds dédiés sur MNR MJPM 09	59 364,83						59 364,83	59 364,83
- Fds dédiés sur MNR MJAGBF09	6 725,00						6 725,00	6 725,00
Subventions d'exploitation	59 482,96	136 858,07	7 687,08	136 327,88	0,00	0,00	67 700,23	33 959,79
- Fds dédiés Projet ASS./P2A1	12 612,75			9 695,78			2 916,97	
- Fds dédiés Projet ASS./P2A2	7 650,65			3 748,92			3 901,73	
- Fds dédiés Projet ASS./P2A3	7 154,46		1 732,77	3 830,00			5 057,23	
- Fds dédiés Projet ASS./MPQ	10 000,00		5 954,31	10 000,00			5 954,31	
- Fds dédiés report disp.ISTF31	15 468,83			4 480,99			10 987,84	
- Fds dédiés report disp.ISTF09	6 596,27			1 673,91			4 922,36	
- Fds dédiés EAJE Avignonnet		33 607,23					33 607,23	33 607,23
- Fds dédiés EAJE St Martory		103 250,84		102 898,28			352,56	352,56
Contributions financières d'autres organismes								
Ressources liées à la générosité du public								
Total	174 301,19	136 858,07	7 687,08	136 327,88	0,00	0,00	182 518,46	148 778,02

4.2.3 Informations sur les provisions et passifs éventuels

Provisions

Rubriques (a)	Montant à l'ouverture de l'exercice	Apport Partiel Actif EAJE	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres provisions pour risques	0,00					0,00
- Provisions pour Litiges	0,00					0,00
- Autres provisions pour risques	0,00					0,00
Provisions pour charges	110 674,98	40 764,75	130 000,74	0,00	6 406,21	275 034,26
- Provisions pour grosses réparat°						
. MJPM Toulouse	5 305,40					5 305,40
. MJPM Foix	19 763,89					19 763,89
- Provisions pour Indemn. Retraite						0,00
. Tlse			105 157,15			105 157,15
. Tutelle Foix	85 605,69		16 528,94			102 134,63
. Crèches	0,00	40 764,75	8 314,65		6 406,21	42 673,19
TOTAL	110 674,98	40 764,75	130 000,74	0,00	6 406,21	275 034,26

L'augmentation des dotations au cours de l'exercice résulte en partie de l'opération d'apport partiel d'actif, ayant conduit à l'inscription de provisions supplémentaires et du complément de provisions pour IDR.

4.2.4 Informations sur les provisions réglementées

Rubriques	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS					0,00
Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actifs des ESSMS					
Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS	19 609,78	1 346,95			20 956,73
TOTAL	19 609,78	1 346,95	0,00	0,00	20 956,73



Le règlement ANC 2019-04 admet les provisions réglementées définies dans le Code de l'action sociale et des familles suivantes :

- Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS ;
- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actifs des ESSMS ;

- Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS.

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.

4.2.5 État des échéances des dettes à la clôture

Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice				
Dettes	Montant brut	Echéance à un an au plus	Echéance à plus d'un et cinq ans au plus	Echéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	979 307,46	94 112,06	393 814,99	491 380,40
- A 2 ans au maximum à l'origine	0,00			
- A plus de 2 ans à l'origine	979 307,46	94 112,06	393 814,99	491 380,40
Emprunts et dettes financières diverses	1 263,66	1 263,61	0,00	0,00
- Intérêts courrus sur emprunts	1 259,11	1 259,11		
- Asso. / Fds spécial à reverser	4,55	4,50		
Dettes fournisseurs et cptes rattachés	185 121,84	185 121,84		
Dettes fiscales et sociales	646 340,22	646 340,22	0,00	0,00
- Personnel et cptes rattachés (Congés Payés, Mutuelles et CE)	290 650,70	290 650,70		
- Sécurité sociale et autres org. Sociaux	288 856,03	288 856,03		
- Etat et collectivités publiques (format* continue, Chges Fisc. /CP)	66 833,49	66 833,49		
Dettes sur immobilisations et cptes rattachés				
- Immobilisat* / retenues de garantie				
Autres dettes	169 780,53	136 038,82	33 741,71	0,00
- Fds social dédié aux Maj. Protégés	22 143,47	0,00	22 143,47	
- Usagers FG et clients à rembourser	52 236,02	40 637,78	11 598,24	
- Com. communes à rembourser	20 000,00	20 000,00		
- CAF et MSA à rembourser (EAJE)	74 890,07	74 890,07		
- Autres / Fds divers	510,97	510,97		
Produits constatés d'avance	1 647,00	1 647,00		
Total	1 983 460,71	1 064 523,55	427 556,70	491 380,40

Montant des emprunts remboursés dans l'exercice : 92 436,93€



4.2.6 État des dettes garanties par des sûretés réelles

L'élaboration des présents comptes annuels ne nécessite pas de précisions sur les dettes garanties par des sûretés réelles, l'entité n'en ayant pas ou celles-ci étant non significatives.

4.2.7 Informations sur les comptes de régularisation passif

L'élaboration des présents comptes annuels ne nécessite pas de précisions sur certains postes de passif, l'entité n'en ayant pas ou ceux-ci étant non significatifs.

4.3 Informations relatives au compte de résultat

4.3.1 Ventilation des produits d'exploitation par catégorie

Produits d'exploitation	Total	INSTITUTION	ISTF	EAJE	MJPM	MJAGBF
Cotisations	2 990,50	1 860,50		1 130,00		
Ventes de biens et services	1 063 311,32	77 744,01	0,00	976 079,39	9 487,92	0,00
Ventes de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dont ventes de dons en nature	0,00					
Ventes de prestations de service	1 063 311,32	77 744,01	0,00	976 079,39	9 487,92	0,00
dont parrainages	0,00					
Produits de tiers financeurs	5 569 783,49	382 716,12	35 650,00	240 769,19	4 802 310,18	108 338,00
Concours publics et subventions d'exploitation	5 569 783,49	382 716,12	35 650,00	240 769,19	4 802 310,18	108 338,00
Verts des fondateurs ou consommât* de la dotation consommable	0,00					
Ressources liées à la générosité du public	0,00					
Dons manuels	0,00					
Mécénats	0,00					
Legs, donations et assurances-vie	0,00					
Contributions financières	0,00					
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	16 002,64	0,00	0,00	7 446,58	8 556,06	0,00
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Utilisations des fonds dédiés	136 327,88	27 274,70	6 154,90	102 898,28	0,00	0,00
Autres produits	23 361,12	22 402,31	0,54	61,58	895,89	0,80
TOTAL	6 811 776,95	511 997,64	41 805,44	1 328 385,02	4 821 250,05	108 338,80

4.3.2 Informations sur les concours publics et les subventions

Autorités administratives	Union Européenne	État	Collectivités territoriales	CAF	Autres (préciser)	Total
Financements						
Concours publics		4 154 905,00		108 338,00	647 405,18	4 910 648,18 0,00
Subventions d'exploitation		381 784,72	257 882,59	19 468,00		659 135,31 0,00
Subventions d'investissements						0,00 0,00
TOTAL	0,00	4 536 689,72	257 882,59	127 806,00	647 405,18	5 569 783,49

4.3.3 Informations sur le résultat effectif

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	Exercice N	Exercice N-1
RESULTAT COMPTABLE	214 319,90	-76 815,34
Reprise du résultat antérieur	16 000,00	0,00
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	230 319,90	-76 815,34
Dont résultat effectif sous gestion propre	166 193,26	-9 628,50
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	64 126,64	-67 186,84



4.3.4 Produits à recevoir et charges à payer

Libellés	Produits à recevoir	Montant
OPCO	- Remboursements formations	23 519,88
UNAF, conseil départemental, CDC etc ...	- Subventions	54 852,67
Mairie	- Remboursements ATD	1 541,98
TOTAL		79 914,53

Libellés	Charges à payer	Montant
Intérêts Courus	- Sur Emprunt RDC	1 259,11
Fournisseurs	- Factures non parvenues	71 452,88
Congés payés	- Provision au 31/12	276 562,69
Charges sociales sur CP	- Provision au 31/12	88 122,35
Charges fiscales sur CP	- Provision au 31/12	28 884,72
Autres Charges	- Frais de mission	510,97
TOTAL		466 792,72

4.3.5 Informations sur les honoraires du commissaire aux comptes

Honoraires du commissaire aux comptes	FIDU
Honoraires afférents à la certification des comptes	23 298,92
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes	3 246,50
Total	26 545,42

S'agissant des sommes figurant au compte de résultat, c'est le montant TTC qui est indiqué pour les organismes sans but lucratif qui ne récupèrent pas la TVA.

4.3.6 Informations sur le résultat exceptionnel

Libellés	montant
Charges exceptionnelles :	1 346,95
- Dotation aux provisions réglementées + valeurs nettes d'actif	1 346,95
Produits exceptionnels :	0,00
Résultat exeptionnel	-1 346,95

En l'absence de précisions sur le traitement comptable des dotations et reprises des provisions réglementées des associations gestionnaires d'ESSMS, ces dernier on été laissés en résultat exceptionnel sur les comptes de 2025.

4.3.7 Informations sur les contributions volontaires et nature et mises à disposition gratuites de biens

Conformément à l'article 211 du règlement ANC 2018-06, les contributions volontaires en nature ont été comptabilisées au compte de résultat pour les exercices ouverts au 1er janvier 2020.

Les contributions volontaires en nature sont composées des :

- Contributions en travail (bénévolat, mise à disposition de personnel) :

Les heures de bénévolat ont été recensées tout au long de l'exercice. L'Udaf a établi un récapitulatif des heures de bénévolat par bénévole, ce récapitulatif imprimé en 2 exemplaires a été signé par le Président de l'UDAF et par le bénévole concerné.

Un exemplaire par bénévole est conservé à l'UDAF.

Le nombre d'heures de travail effectué par bénévole de l'UDAF sur l'exercice 2025 est de : 3 526.

Conformément aux préconisations de l'UNAF, nous avons valorisé ces heures avec la valeur du SMIC horaire au 31/12/2025,

soit : 11,88 € de l'heure.

Le taux de charges sociales utilisé est celui observé sur l'exercice, soit : 50,00%.

Le montant total des contributions volontaires en travail pour l'exercice 2025 est de : 62 833,32 €.

Ce montant, comptabilisé, figure au pied du compte de résultat.

- Contributions en biens (dons en nature redistribués ou consommés en l'état) :

Le montant des contributions en biens pour l'exercice 2025 est nul.

La valorisation relève de la responsabilité propre de celui qui apporte son soutien.

L'UDAF n'a pas à justifier de la valeur des biens reçus.

- Contributions en services (mises à disposition de locaux ou matériels, prêt à usage, fournitures gratuite de services) :

Le montant des contributions volontaires en services pour l'exercice 2025 est de 91 980,60 €

La valorisation relève de la responsabilité propre de celui qui apporte son soutien.

Ce montant, comptabilisé, figure au pied du compte de résultat.



5 Informations relatives aux opérations et engagements envers les organes d'administration, de direction ou de surveillance

5.1 Informations sur les montants des avances , crédits , engagement de retraite et autres avantages

Il n'y a pas d'opérations et engagements envers les organes d'administration, de direction ou de surveillance, en conséquence les présents comptes annuels ne nécessitent pas de précisions relatives à ces questions.

5.2 Informations sur la rémunération des organes d'administration

5.2.1 Information prévue à l'art. 431-13 du règlement ANC 2018-06

Rémunérations versées aux organes de direction :

	Rémunérations Brutes	Primes et Intéressements	Rembts Indemnités	Autres Rembts	TOTAL 2025
Membre du C A				1 214,96	1 214,96
Cadres dirigeants	179 551,62				179 551,62
	179 551,62	0,00	0,00	1 214,96	180 766,58

6 Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

6.1 État des engagements hors bilan

Engagements hors bilan		
Libellés	Montant à la clôture de l'exercice	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Avals, cautionnement et garanties	979 307,45	
Suretés reçues		
Suretés données		
Créances cédées non échues (dont les effets de commerce escomptés non échus)		
Cessions de créances Dailly et affacturage		
Garantie d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Portage et autres engagements sur titres de capital		
Engagements consentis de manière conditionnelle		
Engagement de retraite et avantages similaires		
Autres engagements		
Total	979 307,45	0,00



6.2 État des engagements vis-à-vis des entités liées

L'élaboration des présents comptes annuels ne nécessite pas de précisions relatives aux engagements hors bilans relatifs aux entités liées, l'entité n'en ayant pas.

6.3 État des engagements de locations longue durée

Contrats de location	Durée	Nombre d'échéances restantes	Désignation du bien loué	Montant des loyers restant à payer à la clôture de l'exercice
SIEMENS	10/2022 à 01/2028	25 mois	8 photocopieurs	162 540,00
AYVENS	01/2023 à 04/2026	4 mois	14 MICRA	15 091,44
Total				177 631,44

6.4 Etat des engagements de crédit-bail

L'élaboration des présents comptes annuels ne nécessite pas de précisions relatives aux engagements pris en matière de crédit-bail, l'entité n'en ayant pas.

6.5 Engagements vis-à-vis des majeurs protégés

Dans le cadre de son activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, l'association est amenée à gérer des fonds appartenant aux personnes protégées. Ces fonds, déposés sur des comptes individualisés ou globalisés, n'appartiennent pas à l'association et ne sont pas inscrits à son bilan en tant qu'actifs ou passifs propres. Ils font l'objet d'un suivi distinct en comptabilité.

Au 31 décembre 2025, le solde des comptes individuels des majeurs protégés suivi par l'UDAF 31 s'élève à un montant de 19 941 656,10 €. A l'inverse des années précédentes, seul le montant des comptes individuels est indiqué dans la présente annexe.

7 Informations relatives à l'effectif

L'effectif employé pendant l'exercice tel que défini à l'article D. 123-200 du code de commerce (1) est de :

Répartition des effectifs par catégorie	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	0,00
Employés, techniciens, agents de maîtrise	98,59
Cadres et dirigeants	11,00
TOTAL	109,59

(1) Moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de l'année civile

